

Le 1er Mai, manifestons pour changer nos conditions de vie et de travail

La crise économique et sociale qui touche le monde et plus particulièrement l'Europe sert de prétexte aux gouvernements et au patronat pour renier les acquis gagnés par les luttes de générations de salarié(e)s. Ainsi les conditions du droit à la retraite, d'accès à la santé et à la protection sociale sont-elles durcies en défaveur des salarié(e)s.



Le diktat des banques et des marchés aux Etats conduit ceux-ci à réduire le volume des fonctionnaires et des services publics, et même à baisser les salaires (-20% en Grèce). L'opposition entre les salariés, contre les immigrés, sert également à masquer les vraies responsabilités d'un pouvoir au service de l'argent.

La rigueur élevée au rang de solution économique seule capable de sauver les Etats ne peut qu'entraîner les populations dans une spirale infernale du chômage, de la pauvreté et la régression sociale. Cette situation est sans précédent depuis la dernière guerre mondiale.

Accepterons-nous que les générations qui viennent vivent moins bien que les précédentes ?

En Loire-Atlantique, la situation est également alarmante : des fleurons industriels sont en danger et les emplois menacés. C'est le cas aux chantiers de Saint-Nazaire, abandonnés par les pouvoirs publics aux lois du capitalisme le plus dur. Si cette industrie vient à disparaître, c'est l'ensemble de l'économie locale tout entière qui en subira les conséquences. Bien d'autres entreprises sont sur la sellette pour cause de difficulté de financement ou de choix stratégique de rentabilité à court terme.

Pour la CGT, les programmes politiques des partis de gouvernement ne répondent pas à l'urgence ni à l'ampleur de la situation. La riposte doit s'organiser syndicalement, avec les organisations qui sont prêtes à une lutte qui s'annonce décisive face au pouvoir de l'argent. Cette lutte déterminera plus que jamais des choix de civilisation.

Ne soyons pas dupes ! Croire qu'on peut tirer individuellement son épingle du jeu est un leurre. **S'organiser, se syndiquer, c'est se donner les moyens d'agir.**

Les enjeux sont de remettre l'individu au centre de la chaîne de création de richesses, de lui permettre de co-décider des stratégies d'entreprises et de partager justement les richesses produites, en augmentant les salaires. **Ces droits, il faudra aller les chercher !**



Les attaques patronales (en France)

Le projet d'accord national interprofessionnel proposé par les organisations patronales dans le cadre de la négociation « compétitivité-emploi » est inacceptable : il ne vise qu'à diminuer les rémunérations, assouplir le droit du travail en s'attaquant notamment à des dispositions essentielles du contrat de travail des salariés, libéraliser le licenciement, limiter le pouvoir des juges.

Nous refusons de négocier le « chantage à l'emploi ». Nous exigeons des organisations patronales :

- ▶ Qu'elles renoncent à ce projet visant la casse du droit social. Celui-ci ne ferait qu'aggraver la crise économique et sociale.
- ▶ Qu'elles discutent et négocient sur des solutions pérennes pour répondre à la crise, notamment en revalorisant les salaires, en développant l'emploi et les qualifications.

Communiqué CFDT – CGT – FSU – Solidaires – UNSA

1^{er} mai 2012 : satisfaire les revendications pour le progrès social

Dans cette période de crise en France et en Europe, les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA affirment leur volonté de faire du 1^{er} mai 2012, journée de solidarité internationale du monde du travail, une forte journée de mobilisation, de manifestations et d'expressions revendicatives pour :

- ▶ faire entendre les priorités sociales et les préoccupations des salariés, des demandeurs d'emploi, des jeunes et des retraités, en France et en Europe ;
- ▶ exprimer la défense des droits fondamentaux et des libertés partout dans le monde ;
- ▶ faire reculer la xénophobie, le racisme et l'antisémitisme.

Dans beaucoup de pays européens, les populations subissent des politiques d'austérité et des réformes réduisant les droits des travailleurs et leur protection sociale.

La crise ne peut être le prétexte pour remettre en cause nos systèmes sociaux. Il faut une véritable politique de croissance, prenant en compte les enjeux écologiques, qui passe par l'amélioration du pouvoir d'achat et la création d'emplois.

La pression sur les salaires et l'assouplissement des règles de licenciement ne peuvent que fragiliser la croissance économique.

S'il y a un manque de compétitivité des entreprises, elle est notamment due à la rémunération excessive du capital au détriment de l'investissement dans l'emploi, la formation, la recherche et l'innovation.

En ce 1^{er} mai, nous voulons faire écho aux revendications portées par les salariés dans cette période de crise :

- ▶ priorité à l'emploi, en particulier des jeunes, alors que le nombre de chômeurs ne cesse d'augmenter depuis de longs mois et que les restructurations, les licenciements et les fermetures d'entreprises sont le quotidien de nombreux salariés ;
- ▶ lutte contre la précarité qui touche un nombre croissant de salariés, en particulier jeunes et femmes, et provoque des situations de pauvreté intolérables ;
- ▶ la promotion des salaires et du pouvoir d'achat doit être une priorité. Il n'y a aucune raison de laisser les inégalités salariales perdurer, notamment entre les femmes et les hommes.

Nous réaffirmons avec le syndicalisme européen notre opposition à ces politiques et au nouveau traité qui, en faisant l'impasse sur la croissance, ne fera que renforcer l'austérité et la crise.

Nous voulons dans les mobilisations du 1^{er} mai réaffirmer le besoin d'une Europe solidaire affirmant sa dimension sociale, ce qui impose de :

- ▶ développer les droits des salariés et assurer des services publics de qualité ;
- ▶ mettre un terme à la concurrence sociale et fiscale entre pays de l'Union Européenne qui tire les garanties des travailleurs vers le bas. Il faut une autre répartition des richesses et mettre un terme à la spéculation financière ;
- ▶ faire respecter la place et le rôle de la démocratie sociale, de la négociation collective et du dialogue social.

La CFDT, la CGT, la FSU, Solidaires et l'UNSA appellent leurs organisations à se rencontrer dans les territoires pour déterminer les modalités concrètes d'organisation des initiatives et manifestations du 1^{er} mai sur ces objectifs.

Rejoignez la CGT

Manifestations à 10 h 30

- Nantes - place du Commerce
- Saint Nazaire - place de l'Amérique Latine
- Ancenis - Jardin de l'Eperon
- Châteaubriant - place de la Mairie



Union Départementale CGT 44

Maison des Syndicats
1 pl de la Gare de l'Etat - C.P. n° 1

44276 Nantes cedex 2
Tél. : 02 28 08 29 80 - udcgt44@cgt44.com

Union Locale NANTES

Maison des Syndicats
1 pl de la Gare de l'Etat - C.P. n° 1

44276 Nantes cedex 2
Tél. : 02 28 08 29 70
union-locale@cgt-nantes.com

Union Locale SUD-LOIRE

16 rue Monnier - 44400 Rezé
Tél. : 02 40 84 34 89 - ulcgtreze@wanadoo.fr

Union Locale BASSE-LOIRE

pl des 12 Femmes en Colère - 44220 Couëron
Tél. : 02 40 86 21 43 - ulcgtbasseloire@gmail.com

Union Locale CARQUEFOU

Impasse de la Hache - 44470 Carquefou
Tél. : 02 40 30 32 45
ul.cgt.carquefou@wanadoo.fr

Union Locale ST-HERBLAIN

42 rue de la Dutée
44800 Saint-Herblain
Tél. : 02 40 92 15 63
cgt.ul.stherblain@wanadoo.fr

Union Locale CHATEAUBRIANT

1 rue de la Gare
44110 Châteaubriant
Tél. : 02 40 81 04 82
cgt.chateaubriant.44@sfr.fr

Union Locale ANCENIS

Espace Corail - 30 rue Francis Robert
44150 Ancenis
Tél. : 02 40 96 07 09
ulcgtancenis@orange.fr

Union Locale ST NAZAIRE

Maison des Syndicats - 4 rue Marceau
44600 Saint-Nazaire
Tél. : 02 40 22 23 21
secretariat.cgt.saint-nazaire@wanadoo.fr

Union Locale BLAIN

1 rue de la Prée - 44130 Blain
06 75 44 18 96 - ulcgtblain@gmail.com

Union Locale PAIMBOEUF

Centre Assoc. Pergaud
2 place de l'Eglise - 44560 Paimboeuf
Tél. : 02 40 27 60 44
ul-cgt44560@orange.fr

Union Locale CLISSON

1 rue des Filatures
44190 Clisson
Tél. : 02 28 01 84 41 - 06 40 21 71 39
unionlocalecgtclisson@orange.fr